



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.02.17 / 164

Thème : TRAVAUX.

Objet : Demande de prolongation de l'arrêté N°2023.01.24/067 jusqu'au 17 mars 2023. Travaux effectués par l'entreprise SUDATI pour des travaux de relamping EP pour la mairie de Briançon, rue de la Manutention, rue de Castres, rue Hautes de Castres.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise SUDATI le 14.02.2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Travaux effectués par l'entreprise SUDATI est autorisée à effectuer des travaux de relamping EP pour la mairie, rue de la Manutention, rue de Castres, rue Hautes de Castres. L'entreprise est autorisée également à stationner un véhicule léger et une nacelle à proximité du chantier.

En raison des travaux, une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 2 : La sécurité des piétons et des personnes à mobilités réduite doit être constamment assurée par le pétitionnaire.

Article 3 : Le responsable l'entreprise SUDATI assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise SUDATI conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise SUDATI.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 février 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : 20 FEV 2023